

Tibet: la voie médiane

Continuité historique et prise en compte des transformations de la Chine et du monde, telles sont les bases de la réflexion politique du dalaï-lama et de ses propositions pour une solution à la crise sino-tibétaine, qui dure depuis plus d'un demi-siècle.

Jean-Paul RIBES, journaliste et président du Comité de soutien au peuple tibétain

Confronté au plus grand mouvement de protestation du peuple tibétain depuis deux décennies, le chef spirituel en exil n'a pas changé d'attitude vis-à-vis des autorités chinoises, à qui il a réitéré, le 28 mars dernier, son offre de travailler ensemble afin d'apporter « *la paix et la stabilité* » au Tibet. Dans sa lettre ouverte à ses « *sœurs et frères chinois* », il écrit en effet: « *J'appelle les dirigeants chinois à clairement comprendre ma position et à œuvrer au règlement de ces problèmes.* » Empêtrés dans une campagne de haine et de calomnie dirigée contre le chef tibétain, retrouvant à cette occasion les pires expressions du vocabulaire stalinien et maoïste (« *loup en robe de bure* », « *diable à face humaine* »), les dirigeants chinois ne semblent pas prêts, une fois encore, à saisir l'occasion qui leur est offerte de régler pacifiquement la question tibétaine. Au contraire, au risque d'attiser l'hostilité et la violence entre les Tibétains (les Han et surtout les Hui), ils s'engagent dans une politique de répression d'humiliation et sans nuance. Des témoins oculaires, joints par téléphone, nous ont affirmé avoir vu des prisonniers enchaînés exhibés dans les rues de Lhassa, portant des pancartes « *Nous méritons un châtimement exemplaire.* » L'opinion mondiale s'indigne et – avec parfois un temps de retard –, les gouvernements protestent. L'échéance des JO de Pékin vient modifier

la donne. Il importe donc plus que jamais de comprendre les tenants et les aboutissants d'une pensée politique originale, celle du 14^e dalaï-lama.

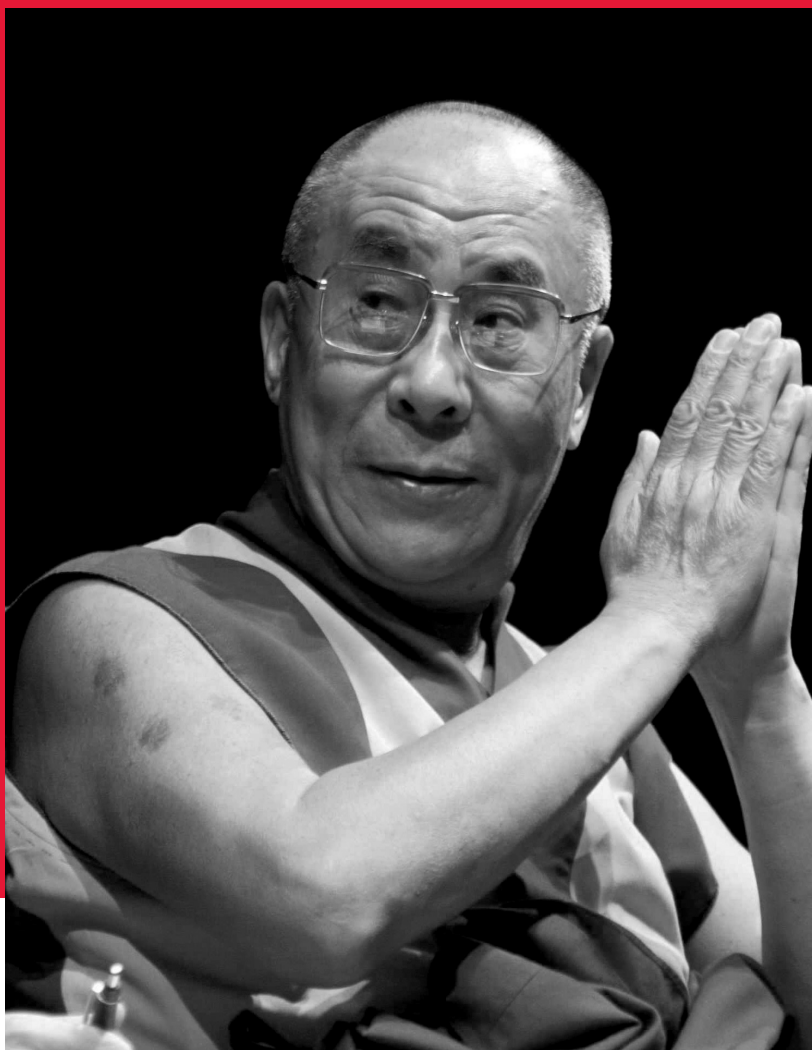
L'histoire, c'est celle d'un pays qui s'est toujours auto-gouverné, développant sa langue, sa culture, ses institutions particulières, différentes de celle de la Chine, sa voisine. « *Je ne peux pas réécrire le passé* » a coutume de dire le dalaï-lama, « *mais c'est le passé* » ajoute-t-il, marquant par là qu'il ne souhaite pas s'enfermer dans une querelle historique qu'il juge improductive. Dès l'arrivée massive des troupes chinoises au Tibet, au début des années 1950, le dalaï-lama a donc essayé de composer avec son puissant voisin, recherchant les bases d'un intérêt réciproque. Mao Tsé-Toung, qu'il rencontre en 1954, le reconnaît lorsqu'il lui écrit: « *Aujourd'hui c'est nous qui vous aidons, demain peut-être aurons-nous besoin à notre tour de votre aide.* » Prémonitoires ou non, ces paroles ne furent pas honorées dans les faits puisque l'aide de la Chine prit vite la forme d'une occupation coloniale, fortement répressive à l'égard de l'identité tibétaine et de plus en plus fondée sur un transfert massif de populations Han ou Hui dans les régions traditionnellement peuplées de Tibétains. Les « accords en 17 points » (1951) imposés par la Chine mais qui reconnaissaient une certaine part d'autonomie, ne furent jamais

L'influence du dalaï-lama déborde souvent le strict domaine de la politique pour apporter à une population chinoise, prise entre l'excès de misère et l'excès de frénésie consummatrice, une réflexion un peu plus spirituelle, fondée sur l'altruisme et le respect des personnes.

appliqués, balayés par les affres du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle. Après son départ en exil, en 1959, le dalaï-lama et son gouvernement estimèrent donc que seul le retour à l'indépendance pouvait assurer la mise en place des réformes nécessaires pour l'avenir du Tibet. Toutefois, après la mort du « Grand Timonier », la visite au Tibet de Hu Yaobang, en 1980, les promesses qu'il y fit ainsi que l'affirmation de Deng Xiaoping selon laquelle « *à l'exception de l'indépendance, tous les autres sujets pouvaient être résolus par la négociation* » conduisirent le dalaï-lama et son gouvernement à faire de nouvelles propositions, regroupées dans ce qui fût baptisé « *l'approche médiane* », et exprimé publiquement dans un « *plan de paix en cinq points* », présenté devant le Congrès américain en 1987 et le Parlement européen le 15 juin 1988.

Un plan de paix vite repoussé

Renonçant à l'indépendance, le dalaï-lama proposait en 1988 la mise en place d'une autonomie véritable (*genuine autonomy*) du Tibet, appuyée sur une loi fondamentale, permettant l'élection d'un exécutif au suffrage universel et la mise en place de lois strictes protégeant l'environnement du Tibet, et permettant d'envisager une démilitarisation progressive de la zone. La Chine s'engagerait à limiter strictement



© DR

les transferts de population et à respecter les droits de l'Homme au Tibet. En échange de quoi, le Tibet reconnaîtrait son appartenance à l'ensemble régi par la Constitution de la Chine, une Chine qui conserverait le privilège de la représentation extérieure et de la défense du Tibet. L'autonomie concernerait non seulement la région autonome du Tibet, mais les populations tibétaines des anciennes provinces de l'Amdo et du Kham, aujourd'hui réparties dans des «*préfectures autonomes*» et «*comtés autonomes*» rattachés aux provinces du Qinghaï, du Gansu, du Sechuan ou du Yunnan. Tous ces différents points seraient abordés au cours de négociations ayant pour but «*d'établir une relation entre le peuple tibétain et le peuple chinois sur une base d'amitié et d'intérêt mutuel*». Malgré sa grande modération, ce plan fût immédiatement repoussé par la Chine, qui accusa le dalaï-lama

de vouloir rétablir l'ordre social ancien (au sein d'un «*grand Tibet*» historiquement révolu, dans le seul but de réaliser un «*plan caché*» (*hidden agenda*) visant à «*séparer le Tibet de la mère patrie chinoise*».

Vingt ans après, cette langue de bois est toujours de mise et les évolutions essentiellement économiques de la Chine semblent n'avoir aucune résonance sur l'évolution des relations sino-tibétaines. Certes six rencontres ont eu lieu, en Chine ou à l'étranger, entre émissaires du dalaï-lama et fonctionnaires chinois chargés du dossier, sans arriver semble-t-il à un autre résultat que de dresser le constat des divergences. Ce qui pourrait, certes, constituer un premier pas s'il y avait volonté de négocier. Cela ne semble nullement être le cas. Le geste symbolique proposé par le dalaï-lama lorsqu'il exprime le souhait de se rendre en pèlerinage dans un haut lieu du

Renonçant à l'indépendance, le dalaï-lama proposait en 1988 la mise en place d'une autonomie véritable (genuine autonomy) du Tibet. Malgré sa grande modération, ce plan fût immédiatement repoussé par la Chine, qui accusa le dalaï-lama de vouloir rétablir l'ordre social ancien.

bouddhisme en Chine, le mont Wutaï, comme l'ont fait tous ses prédécesseurs, est repoussé avec crainte par les autorités chinoises qui, au contraire, multiplient leurs attaques injurieuses contre le leader tibétain et poursuivent quasi quotidiennement au Tibet ceux qui réclament son retour.

En Chine, l'aura du dalaï-lama s'étend

Plus embarrassante pour les autorités est la position de certains Tibétains qui ont longtemps soutenu la position de la Chine au Tibet, même s'ils en furent parfois victimes, comme le défunt Panchen Lama ou Bapa Phuntsok Wangye, un des fondateurs du PC tibétain, qui a adressé récemment plusieurs lettres à Hu Jintao réclamant le retour du dalaï-lama au Tibet. Embarrassante aussi, la popularité croissante du dalaï-lama en Chine même, notamment auprès d'intellectuels dissidents comme l'écrivain Wang Lixiong ou l'universitaire Liu Xiaobo. Parmi les militants des droits humains, on remarque aussi combien le langage du dalaï-lama est pris au sérieux. Son influence déborde souvent le strict domaine de la politique pour apporter à une population, prise entre l'excès de misère et l'excès de frénésie consummatrice, une réflexion un peu plus spirituelle, fondée sur l'altruisme et le respect des personnes. A titre personnel, des militants comme Hu Jia – aujourd'hui emprisonné – et son épouse se réclament de ce courant spirituel. L'aspiration constamment réaffirmée du leader tibétain (voir l'entretien accordé au *Nouvel Observateur* en janvier 2008) à une société juste, progressiste, démocratique et respectueuse des droits et libertés publiques, apparaît donc auprès d'une partie, certes minoritaire mais croissante de la société civile chinoise, comme un encouragement et pourquoi pas un recours. ●

